

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2595

18 octobre 2013

SOMMAIRE

88 St. James Street S.à r.l.	124550	Karisso S.A.	124515
Alnitak S.à r.l.	124551	Kommun Garanti Reinsurance S.A.	124520
Alpha Strategies	124551	Linard Volatility Fund UI	124553
Andale Sàrl	124523	LX Participations S.A.	124560
Bramalux S.à r.l.	124560	Marowinia S.A., SPF	124517
Carraig Beag	124540	Navcon S.A.	124515
Carraig Investments S.à r.l.	124539	O'Key Group S.A.	124519
Carraig Mor	124541	Optimal Diversified Portfolio	124519
Celestica European Holdings S.à r.l.	124559	Pancy Sàrl	124542
Comp petrol (Luxembourg) S.à r.l.	124541	Prestimex S.àrl.	124560
Condor Trading S.A.	124514	Promotion Parc Belair S.A.	124554
Cotulux	124514	Puginco S.A.	124542
Crescent Luxembourg S.à r.l.	124539	Rhodes Holding I S.à r.l.	124560
CS Strategic Associates V, S.à r.l.	124559	Rhodes Holding I S.à r.l.	124560
Duparfi S.A.	124559	Shivling S.A., SPF	124516
Duparfi S.A.	124559	Stabilitas Growth	124550
Duplex S.A.	124515	Tabula Rasa S.à r.l.	124549
Duraro S.A.	124560	UBS Global Solutions	124558
DWS Investment S.A.	124551	Vrucht Holding S.A.	124552
Emirates NBD SICAV	124523	WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV	124517
Everest Investors S.A.	124514	WALSER Portfolio	124516
Ferris Accounting & Management Consul- tancy S.à r.l.	124558	WALSER Vermögensverwaltung	124518
Fintinvest A.G., SPF	124516	Wellington Management Portfolios (Lu- xembourg)	124549
GA International Fashion SA	124559	Wellington Management Portfolios (Lu- xembourg) II	124539
Ginkgo No. 1	124520		
GreenE S. à r.l.	124558		

Condor Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 81.304.

Nous avons l'honneur d'informer les actionnaires qu'ils sont convoqués le 5 novembre 2013, à neuf heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013143927/17.

Everest Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 120.607.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 5 novembre 2013, à dix heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013143926/18.

Cotulux, Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 24, Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 75.669.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi 7 novembre 2013 à 16.00 hrs au siège de la société à Bascharage, 24, Z.A. Op Zaemer, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice clôturé au 31.12.2012;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2012;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé de la société;
5. Elections statutaires;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013145207/561/19.

Duplex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 76.546.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 6 novembre 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013145206/1023/17.

Kariso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 134.501.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 4 novembre 2013 à 16.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013145208/1023/18.

Navcon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 135.811.

The shareholders of Navcon S.A. are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company which will be held in Luxembourg at the premises of Maître Henri Hellinckx, 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in front of Maître Henri Hellinckx on November 20, 2013, at 4.00 PM with the following agenda:

Agenda:

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire), (the "Liquidation");
2. Appointment of Fairland Property Limited, as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the "Liquidator");
3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
4. Decision to instruct the Liquidator to realize, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company, and then distribute surplus funds to shareholders;
5. Decision to grant full and complete discharge to the directors of the Company for the performance of their respective mandates; and

6. Miscellaneous.

Board of Directors.

Référence de publication: 2013144670/24.

Fintinvest A.G., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 61.446.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 6 novembre 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013145209/1023/16.

Shivling S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 31.938.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 4 novembre 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013145211/1023/17.

Walser Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 79.320.

—
Die Aktionäre der WALSER PORTFOLIO werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. November 2013, 10.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Restrukturierung der Satzung der SICAV (Anpassung an die Dokumente der DZ PRIVATBANK S.A.) mit Wirkung zum 13. Dezember 2013
2. Wahl eines zusätzlichen Verwaltungsratsmitglieds der SICAV, vorbehaltlich der Genehmigung der CSSF
3. Verlegung des Sitzes der SICAV von 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf nach 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
4. Verlegung der jährlichen Generalversammlung an den neuen Sitz der SICAV oder an einen anderen, in der Einberufung angegebenen Ort

Ein Entwurf der Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 1. November 2013 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der neuen Domizilstelle der WALSER PORTFOLIO (DZ PRIVATBANK S.A. unter Telefon: 00352/44903-4025, Fax: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Oktober 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013145214/755/35.

WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 137.706.

Die Aktionäre der WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. November 2013, 10.45 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Restrukturierung der Satzung der SICAV (Anpassung an die Dokumente der DZ PRIVATBANK S.A.) zum 13. Dezember 2013
2. Wahl eines zusätzlichen Verwaltungsratsmitglieds der SICAV, vorbehaltlich der Genehmigung der CSSF
3. Verlegung des Sitzes der SICAV von 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf nach 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
4. Verlegung der jährlichen Generalversammlung an den neuen Sitz der SICAV oder an einen anderen, in der Einberufung angegebenen Ort

Ein Entwurf der Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 1. November 2013 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der neuen Domizilstelle der WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV (DZ PRIVATBANK S.A. unter Telefon: 00352/44903-4025, Fax: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Oktober 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013145215/755/35.

Marowinia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.484.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

124518

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 4 novembre 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013145213/1023/17.

WALSER Vermögensverwaltung, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 133.042.

Die Aktionäre der WALSER Vermögensverwaltung werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. November 2013, 10.15 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Restrukturierung der Satzung der SICAV (Anpassung an die Dokumente der DZ PRIVATBANK S.A.) zum 13. Dezember 2013
2. Wahl eines zusätzlichen Verwaltungsratsmitglieds der SICAV, vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF
3. Verlegung des Sitzes der SICAV von 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf nach 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
4. Verlegung der jährlichen Generalversammlung an den neuen Sitz der SICAV oder an einen anderen, in der Einberufung angegebenen Ort

Ein Entwurf der Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 1. November 2013 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der neuen Domizilstelle der WALSER Vermögensverwaltung (DZ PRIVATBANK S.A. unter Telefon: 00352/44903-4025, Fax: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Oktober 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013145216/755/35.

O'Key Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 80.533.

A GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "General Meeting") is scheduled to take place on Monday *October 28, 2013* at 02.00 p.m. Central European Time at 5, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in order to deliberate on the following matters:

Agenda:

1. To terminate with effect 28 October 2013 at 6.00 pm CET the authorities of the members of the Board of Directors of the Company.
2. To appoint, with effect 28 October 2013 at 6.01 pm CET and for a term ending at the annual general meeting of the Company expected to be held in 2018 and approving the annual accounts for the year ending 31 December 2017, Dmitrii TROITCKII, Dmitry KORZHEV, Heigo KERA and Tony Denis MAHER as the new members of the Board of Directors of the Company and Boris VOLCHEK, as new Caraden Director.

Any shareholder attending the meeting has the right to ask questions. The Company must cause to be answered any such question relating to the business being dealt with at the meeting but no such answer need be given if (a) to do so would interfere unduly with the preparation for the meeting or involve the disclosure of confidential information, (b) the answer has already been given on a website in the form of an answer to a question, or (c) it is undesirable in the interests of the Company or the good order of the meeting that the question be answered.

To be entitled to attend and vote at the meeting (and for the purpose of the determination by the Company of the votes they may cast), shareholders must be registered in the register of shareholders of the Company at their registered office by 12.00 a.m. CET on October 25th, 2013. Changes to the register of shareholders of the Company after the relevant deadline shall be disregarded in determining the rights of any person to attend and vote at the meeting.

In case you are not able to attend, you may appoint a proxy to exercise all or any of your rights to attend, speak and vote at the meeting. You may ask a proxy form from the Company.

The proxy should be returned to the Company before 12.00 a.m. CET on October 25th, 2013 at the latest, by e-mail as a PDF (at nikolay.savenkov@okmarket.ru) or fax (at +7 495 663 66 78) with the original to follow by mail (at the registered office of the Company).

Luxembourg, October 10, 2013.

For the Board of Directors

(The Chairman)

Référence de publication: 2013140243/260/34.

Optimal Diversified Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 70.595.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de Optimal Diversified Portfolio, qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le 28 octobre 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 juin 2013
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires (démission(s) et/ou nomination(s))

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013141022/755/19.

Ginkgo No. 1, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Ginkgo No. 1 modifié au 16. septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28. Août 2013.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2013122484/11.

(130149248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Kommun Garanti Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 32.916.

In the year two thousand thirteen, on the fourteen day of October.

Before Us, Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

Was held the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the public limited liability company "KOMMUN GARANTI REINSURANCE S.A." a société anonyme incorporated under Luxembourg law having its registered office in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, incorporated by a notarial deed of October 6th, 1982 by Me André SCHWACHTGEN, residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, number 305 of November 24th, 1982.

registered at the companies and trade register of Luxembourg under section B number 32.916.

The Articles of Incorporation have been amended several times and for the last time by the undersigned notary residing in Luxembourg, on February 26th, 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 653 of March 18th, 2013,

The meeting was opened at 11:30 a.m. and presided by Mr. Björn RYD, CEO Kommungaranti Skandinaviam Försäkrings AB, residing professionally in Drottninggatan 22, SE-801 84 Gävle.

The Chairman appointed as secretary Ms Elisabet HOLMSTRÖM, Accounts Manager, residing professionally in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf

The meeting elected as scrutineer Mrs Valérie COQUILLE, Legal Manager, residing professionally in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Reduction of the subscribed capital by an amount of 50,694,469.25- SEK (fifty million six hundred ninety-four thousand four hundred sixty-nine point twenty-five Swedish Krona) without cancelling shares, by reimbursement to the sole shareholder, in order to fix the subscribed capital to an amount of 34,168,000 SEK (thirty-four million one hundred sixty-eight thousand Swedish Krona) represented by 33,584 (thirty three thousand five hundred eighty four) shares without nominal value.

2. Amendment of Article 5 of the Articles of Association so as to reflect the reduction of the corporate capital.

3. Reduction of the share premium account by an amount of 54,045,469.26-SEK (fifty-four million forty-five thousand four hundred sixty-nine point twenty-six Swedish Krona) by reimbursement to the sole shareholder.

4. Miscellaneous.

II) The sole shareholder represented and the number of his shares is shown on an attendance list, which, signed ne varietur by the proxy-holder of the sole shareholder, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxy of the represented sole shareholder, signed ne varietur by the proxy-holder of the sole shareholder, by the board of the meeting and by the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

III) The attendance list shows that the whole capital of de Company is represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The shareholders present or represented acknowledge and confirm the statements made by the chairman.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were all adopted by unanimous vote.

First resolution:

The general meeting decides to reduce the subscribed capital by an amount of 50,694,469.25-SEK (fifty million six hundred ninety-four thousand four hundred sixty-nine point twenty-five Swedish Krona) without cancelling shares, by reimbursement to the sole shareholder, in order to fix the subscribed capital to an amount of 34,168,000.2 SEK (thirty-four million one hundred sixty-eight thousand Swedish Krona) represented by 33,584 (thirty three thousand five hundred eighty four) shares without nominal value.

All powers are granted to the Board to make the accounting entries that are needed and repayment to shareholders.

Repayment: The notary drew the attention of the assembly to the provisions of Article 69 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies establishing a protection for any creditors of the Company, the actual repayment shareholders shall be made freely and without recourse from them than thirty (30) days after the publication of this Act in the Memorial C, Associations.

Second resolution:

The general meeting resolves to amend Article 5 of the Articles of Association so as to reflect the capital decrease.

Consequently, Article 5 of the Articles of Association is replaced by the following text:

« **Art. 5. Corporate Capital.** The corporate capital of the Company is set at 34,168,000 SEK (thirty-four million one hundred sixty-eight thousand Swedish Krona) divided into 33,584 (thirty three thousand five hundred eighty four) shares, without nominal value.»

Third resolution:

The general meeting decides to reduce the share premium account by an amount of 54,045,469.26 SEK (fifty-four million forty-five thousand four hundred sixty-nine point twenty-six Swedish Krona) by reimbursement to the sole shareholder.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at three thousand six hundred sixty two euro (EUR 3,662.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en français:

L'an deux mil treize, le quatorze octobre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "KOMMUN GARANTI RE-INSURANCE S.A." une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, constituée suivant acte reçu par Maître André SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 octobre 1982, publié au Mémorial C, numéro 305 du 24 novembre 1982

immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 32.916.

Dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 26 février 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 653 du 18 mars 2013

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de M. Björn RYD, CEO Svenska Kommun Försäkrings AB, demeurant professionnellement à Drottninggatan 22, SE-801 84 Gävle.

Monsieur le président nomme comme secrétaire Mlle Elisabet HOLMSTRÖM, Accounts Manager, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mme Valérie COQUILLE, Legal Manager, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social d'un montant de 50.694.469,25.-SEK (cinquante millions six cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent soixante-neuf virgule vingt-cinq couronnes suédoises) sans annulation d'action mais par remboursement à l'actionnaire unique, afin de fixer le capital social à un montant de 34.168.000.-SEK (trente-quatre millions cent soixante-huit mille couronnes suédoises) représenté par 33.584 (trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre) actions sans valeur nominale.

2. Modification de l'article 5 des Statuts de la société afin de refléter la réduction de capital précitée;

3. Remboursement du compte prime d'émission pour un montant de 54.045.469,26.-SEK (cinquante-quatre millions quarante-cinq mille quatre cent soixante-neuf virgule vingt-six couronnes suédoises) à l'actionnaire unique.

4. Divers.

II) L'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée ne varietur par la mandataire de l'actionnaire unique, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Restera pareillement annexée la procuration de l'actionnaire unique, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, pour les besoins de l'enregistrement.

III) Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Le président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont été toutes prises à l'unanimité des voix.

Première résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le capital social d'un montant de 50.694.469,25.-SEK (cinquante millions six cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent soixante-neuf virgule vingt-cinq couronnes suédoises) sans annulation d'action mais par remboursement à l'actionnaire unique, afin de fixer le capital social à un montant de 34.168.000.-SEK (trente-quatre millions cent soixante-huit mille couronnes suédoises) représenté par 33.584 (trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre) actions sans valeur nominale.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement aux actionnaires.

Délai de remboursement: Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la Société, le remboursement effectif aux actionnaires ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution:

Suite à la réduction de capital social précitée, l'assemblée générale modifie l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à 34.168.000.-SEK (trente-quatre millions cent soixante-huit mille couronnes suédoises) divisé en 33.584 (trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre) actions sans valeur nominale.»

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le compte prime d'émission pour un montant de 54.045.469,26.-SEK (cinquante-quatre millions quarante-cinq mille quatre cent soixante-neuf virgule vingt-six couronnes suédoises) par remboursement à l'actionnaire unique.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ trois mille six cent soixante-deux euros (3.662,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux comparants à Luxembourg, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: B. RYD, E. HOLMSTRÖM, V. COQUILLE, P. DECKER.

124523

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14/10/2013. Relation: LAC/2013/46605. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 15/10/2013.

Référence de publication: 2013144249/154.

(130176366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Andale Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.126.

—
Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démission et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Emile Habayeb, gérant;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Andale S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131177/26.

(130159588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Emirates NBD SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.066.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Emirates NBD Bank PJSC, a company duly incorporated under the laws of the United Arab Emirates, with registered office at P.O. Box 777, Deira, Dubai, UAE,

here represented by Mrs Emmanuelle Entringer, Jurist, professionally residing in Dubai,

by virtue of a proxy given in Dubai, UAE, on the 2nd of September 2013.

The proxy given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which she act has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which he declares to constitute as sole shareholder.

Title I - Name - Registered office - Duration - Purpose - Definitions

Art. 1. Name. There is hereby established by the sole subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued (the "Shares"), a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with

variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "EMIRATES NBD SICAV" (the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a resolution of the Board of Directors of the Company (the "Board of Directors"). The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of holders of Shares ("Shareholder(s)"), adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation (the "Articles") or by a resolution of the sole Shareholder.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in (i) shares in companies and other securities equivalent to shares in companies, (ii) bonds and other forms of securitised debt, and/or (iii) any other negotiable securities which carry the right to acquire any such transferable securities by subscription or exchange ("Transferable Securities") and (iv) other assets permitted by applicable law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment as may be amended from time to time (the "Law of 2010").

Title II - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof (the "Net Asset Value"). The minimum capital as provided by the Law of 2010 shall be the equivalent in USD of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial capital is the equivalent in USD of thirty one thousand Euro (EUR 31.000) divided into thirty-one (31) Shares of no par value.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

The Company may have one or several Shareholders.

The Board of Directors may establish several portfolios of assets, each constituting a sub-fund of the Company within the meaning of Articles 181 of the Law of 2010 (each a "Sub-Fund" or "Sub-Funds").

Within each Sub-Fund, the Shares to be issued pursuant to Articles 6 and 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes (each a "Class" or "Class of Shares"). The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in Transferable Securities of any kind and other assets permitted by the Law of 2010 and Luxembourg applicable regulations pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by the Law of 2010 and Luxembourg applicable regulations and as determined by the Board of Directors.

The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-Fund or Class of Shares for an unlimited or limited period of time; in the latter case at the expiry of the initial period of time, the Board of Directors may extend the duration of the relevant Sub-Fund or Class of Shares once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 8.

At each prorogation of a Sub-Fund or Class(es) of Shares, the registered Shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the register of Shares of the Company. The sales documents of the Company (the "Sales Documents") shall indicate the duration of each Sub-Fund and if appropriate, its prorogation.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide that all or part of the assets of two or more Sub-Fund be co-managed, as described in the Sales Documents.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons or by other duly authorized agent designated by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors ("Directors"). Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual.

(2) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

(3) In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional Shares so held by the same Shareholder represents one or more entire Share(s), such Shareholder has the correspondent voting right.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class or Sub-Fund; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Sales Documents.

The Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of initial subscription, the minimum amount of any additional investments and the minimum amount of any holding of Shares.

After the initial offer of Shares for subscription, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 11 hereof as of such day ("Valuation Day", as further described in Article 12 hereinafter) as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the Sales Documents and determined by the Board of Directors and which shall not exceed ten (10) business days as defined in the Sales Documents ("Business Day") after the relevant Valuation Day.

The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

If subscribed Shares are not paid for, the Company may redeem the Shares issued, whilst retaining the right to claim the issue fees and commission and any difference. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement, as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion. In computing such losses, costs or expenses account shall be taken where appropriate of any movement in the price of the Shares between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by applicable Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent authorised auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities delivered by way of contribution in kind comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

Art. 8. Redemption of Shares. Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Sales Documents and within the limits provided by the Law of 2010 and these Articles.

The redemption price per Share shall be paid within a maximum period of time as provided by the Sales Documents and as determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, but which shall not, in any event, exceed ten (10) business days from the relevant Valuation Day, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 11 hereof.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such expenses and commissions (if any) at the rate provided by the Sales Documents, in compliance with the Law of 2010 and any applicable regulation. The relevant redemption price may be rounded up or down as further detailed in the Sales Documents (the "Pricing Currency") as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors and disclosed in the Sales Documents in relation to the number of Shares in issue of a Class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a Class is investing or in the best interest of a Sub-Fund or of a Class and its Shareholders, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests if necessary on a pro-rata basis among involved Shareholders.

If on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof amount to the total number of Shares in issue in any or all Class of Shares or Sub-Funds, the calculation of the Net Asset Value per Share of the relevant Class(es) of Shares may be deferred to take into consideration the fees incurred in closing of said Class(es) and or Sub-Fund.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class(es) equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares or Sub-Funds, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares of one Class into Shares of the same or another Class, within the same or another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of Shares from one Class or Sub-Fund into another Class or Sub-Fund shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such minimum holding as determined by the Board of Directors, then

the Board of Directors may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

The Shares which have been converted into Shares of another Class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such person, firm or corporate body to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by certification, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such Shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid the manner in which the Purchase Price as defined hereinafter will be calculated and the name of the purchaser.

Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same by registered mail addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such Purchase Notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of Shareholders

(2) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such Purchase Notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall be deposit with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Shares by the Company.

Prohibited Person does include without limitation:

- Any person subject to the United States Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended ("ERISA"), and to other benefit plan, as defined in ERISA so as to avoid that the aggregate holding of shares by such persons may reach 25 per cent of the value of any class (as determined in accordance with ERISA).

- "U.S. person" which means a person as defined in Regulation S of the United States Securities Act of 1933 and thus shall include but not limited to, (i) any natural person resident in the United States; (ii) any partnership or corporation organised or incorporated under the laws of the United States; (iii) any estate of which any executor or administrator is a U.S. Person; (iv) any trust of which any trustee is a U.S. Person; (v) any agency or branch of a foreign entity located in the United States; (vi) any non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer, or other fiduciary for the benefit or account of a U.S. Person; (vii) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States; and (viii) any partnership or corporation if: (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) formed by a U.S. Person principally for the purpose of investing in securities not registered under the Securities Act, unless it is organised or incorporated, and owned, by accredited investors (as defined in Rule 501(a) under the Securities Act) who are not natural persons, estates or trusts; but shall not include (i) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non U.S. Person by a dealer or other professional fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States or (ii) any estate of which any professional fiduciary acting as executor or administrator is a U.S. Person if an executor or administrator of the estate who is not a U.S. Person has sole or shared investment discretion with respect to the assets of the estate and the estate is governed by foreign law.

U.S. person as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares within each Sub-Fund shall be expressed in the Pricing Currency (as defined in the Sales Document) of the relevant Class or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Day by the total number of Shares in the relevant Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest thousandth of the relevant Pricing Currency as the Board of Directors shall determine.

If after the time of determination of the Net Asset Value per Share, but before its publication, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted on, the Company may cancel the first valuation and carry out a second valuation, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second Net Asset Value calculation.

The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all debt securities, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of the assets of each Sub-Fund shall be determined as follows:

(a) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of any asset admitted to official listing on any stock exchange shall be based on the last available closing price and any other assets traded on any regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(c) The value of assets that are not listed or dealt in on a stock exchange or on any regulated market as well as quoted or non-quoted assets on such other market for which no valuation price is available, or assets for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Board of Directors on the basis of foreseeable purchase and sale prices.

(d) Money market instruments with a remaining maturity of 180 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Sub-Fund's investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortization of premium or accretion of discount rather than at market value.

(e) Shares or units in underlying open-ended UCIs shall be valued at their last determined and available net asset value as reported or provided by such UCI or its agents, or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis, including on the basis of their last unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the investment manager, in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the Board of Directors, as to the reliability of such unofficial net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of the target UCI may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target UCI. The Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. Units or shares of closed-ended UCIs will be valued at their last available stock market value.

(f) the liquidating value of futures, forward and options contracts not traded on exchanges or on regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and/or Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.

(g) the value of a credit default swap shall be determined by comparing it to the prevailing par market swap. A par market swap is one which can be initiated in the market today for no exchange of principal, and its deal spread is such that it results in the swap's market value being equal to zero. The spread between the initial default swap and the par market swap is then discounted as an annuity using relevant risk-adjusted discount rates. Par market swap rates will be obtained from a cross section of market counterparties. Any other swaps shall be valued at their market value. The Company is authorised to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Fund and/or the assets of a given Class if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events, in order to reflect better the probable realisation value established with prudence and good faith.

(h) Interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Total return swaps will be valued at fair value under procedures approved by the Board of Directors. As these swaps are not exchange-traded, but are private contracts into which the Company and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However it is possible that such market data will not be available for total return swaps near the Valuation Day. Where such markets inputs are not available, quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used provided that appropriate adjustments are made to reflect any differences between the total return swaps being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from exchanges, a broker, an external pricing agency or a counterparty.

If no such market input data are available, total return swaps will be valued at their fair value pursuant to a valuation method adopted by the Board of Directors which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices) provided that adjustments that the Board of Directors may deem fair and reasonable be made. The Company's auditor will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps. In any way the Company will always value total return swaps on an arm-length basis.

All other swaps, will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

(i) Assets or liabilities denominated in a currency other than that in which the relevant Net Asset Value per Share will be expressed, will be converted at the relevant foreign currency spot rate on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. In that context account shall be taken of hedging instruments used to cover foreign exchange risks.

(j) All other securities instruments and other assets are valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively

rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g. Bloomberg, Reuters) or, if so instructed by the Fund, (ii) by fund administrators, (iii) by prime brokers and brokers, or (iv) by other intermediaries. Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation provided by the Board of Directors.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorized to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices. The Board of Directors shall be informed immediately by the administrative agent should this situation arise. The Board of Directors may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the procedures described in Article 12 below.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of a Sub-Fund will be converted into the base currency of such Sub-Fund at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses, including but not limited to administrative expenses, investment advisor fees, management fees, including incentive fees, fees of the depositary bank as defined in article 30 (the "Depositary Bank"), and administrative agents' fees;
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature including set-up expenses of the Company or any of its Sub-Funds reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment manager and adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Depositary Bank and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

- a) If two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined from time to time by the board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions ("Distribution Shares") or not entitling to distributions ("Capitalization Shares") and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) different minimum investment requirements, and/or (vii) the use of different hedging techniques in order to protect in the base currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or (viii) any other specific features applicable to one Class.

The Board of Directors may, at its discretion, decide to change the characteristics of any Class as described in the Sales Documents in accordance with the procedures determined by the Board of Directors from time to time.

b) The proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that Class of Shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such Class or Classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article.

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund.

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to the Net Asset Values of the relevant Classes of Shares or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

f) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the base currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

V. Dilution and swing pricing:

Dilution fees may be used in order to adjust the net asset value, as more fully described in the sales documents of the Company. The net asset value may be adapted to reflect certain dealing charges.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the subscription, redemption and conversion price of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date or time of calculation being the Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges, regulated market or other regulated markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a Sub-Fund from time to time is quoted or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended;

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets of the Sub-Fund concerned would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) during any period when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a Sub-Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Sub-Fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund;

f) following a decision to merge, liquidate or dissolve the Company or any of its Sub-Funds or upon the order of the regulatory authority;

g) following the suspension of the calculation of the net asset value of shares or units of the master fund in which the Company or any of its Sub-Fund invests as its feeder fund.

The Company may suspend the issue and redemption of shares of any particular Sub-Fund, as well as the conversion from and to shares of each class, following the suspension of the issue, redemption and/or conversion at the level of a master fund in which the fund invests in its quality as feeder fund, to the extent applicable;

(h) any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Company or its shareholders might not otherwise have suffered.

When exceptional circumstances might adversely affect Shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the Board of Directors reserves the right to set the value of Shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single Net Asset Value per Share in order to ensure that all Shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Any such suspension of the calculation of the Net Asset Value shall be notified to the subscribers and Shareholders requesting redemption, subscription or conversion of their Shares on receipt of their request for subscription, redemption or conversion.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends or as soon as practicable thereafter.

Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class of Shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value.

Title III - Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. However, if it is noted at a Shareholders' meeting that all the Shares issued by the Company are held by one single Shareholder, the Company may be managed by one single Director until the first annual Shareholders' meeting following the moment where the Company has noted that its Shares are held by more than one Shareholder. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; in particular by the Shareholders at their annual general meeting for a period of three years or until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders. The Shareholders shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event in which an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers deemed necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment which enables his/her identification whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the number of the majority of the Directors, or any other number of Directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented and voting at such meeting.

In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 17 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement(s), according to which such company will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board of Directors, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notary or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

In compliance with the requirements set forth by the Law of 2010 and detailed in the Sales Documents, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each Sub-Fund may invest in:

- (i) Transferable Securities or Money Market Instruments;
- (ii) shares or units of UCIs, including shares of a master fund and Shares of other Sub-Funds to the extent permitted and at the conditions stipulated by the Law of 2010;
- (iii) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (iv) financial derivative instruments.

Any Sub-Fund which acts as a feeder fund of a master fund shall invest at least eighty five (85) percent of its assets in shares/units of another UCITS or of a Sub-Fund of such UCITS, which shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund. The feeder Sub-Fund may not invest more than fifteen (15) percent of its assets in one or more of the following:

- ancillary liquid assets in accordance with Article 41 (2) of the Law of 2010;
- financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 41 (1) g) and Article 42 (2) and (3) of the Law of 2010;
- movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of the Company's business.

Any Sub-Fund which invests in securities issued by one or several other Sub-Funds (the "Target Sub-Fund(s)") shall comply with the following conditions:

- the Target Sub-Fund does not invest in the investing Sub-Fund;
- not more than ten (10) percent of the assets of the Target Sub-Fund may be invested in other Sub-Funds;
- the voting rights linked to the transferable securities of the Target Sub-Fund are suspended during the period of investment;
- in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net asset value for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 2010; and
- there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the Target Sub-Fund and those of the Target Sub-Fund.

Finally, where the Board of Directors has decided that a Sub-Fund should be eligible for UCITS investors, the investment of such Sub-Fund in shares or units of other UCIs as referred under (ii) above shall be limited to ten (10) per cent of the assets of the relevant Sub-Fund(s). The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market of a State of Europe, being or not a member of the European Union ("EU"), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania as such notions are defined in the Sales Documentation.

The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market, stock exchange or other regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorized to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities or instruments normally dealt in on a money market which are liquid and have a value which can be accurately determined at any time ("Money Market Instruments") issued or guaranteed by an European Union ("EU") member States, its local authorities, another member State of the OECD or public international bodies of which one or more member States of the EU are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets attributable to that Sub-Fund.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Sales Documents, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Sales Documents. Reference

in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company is authorized to employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, except for day-to-day transactions concluded in normal terms such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the management company, the Depositary Bank or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

The Board of Directors is responsible for the implementation of the conflict of interest policy of the Company.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV - General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one fifth of the Share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or any other place specified in the notice of meeting, on the fourth Thursday in July at 9 am Luxembourg time.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraphs, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy or by cable, telegram or facsimile transmissions to another person, who need not be a Shareholder and who may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the validly cast votes.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

The provisions of Article 22 shall apply to such general meetings as the case may be.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission to another person who needs not be a Shareholder and may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the validly cast votes.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Class or Classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Class or Classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 24. Dissolution and Termination of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class to be operated in an economically efficient manner or for any reason determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents, the Board of Directors may decide to redeem compulsorily all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the relevant Valuation Day.

The decision of the Board of Directors will be published (either in newspapers to be determined by the Board of Directors or by way of a notice sent to the shareholders at their addresses indicated in the register of Shareholders) prior to the effective date of the compulsory redemption and the publication and will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption. Except where to do so would not be in the interests of the Shareholders, or could jeopardise equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or class concerned may request redemption or exchange of their shares free of charge (other than those retained by the Company to meet realization expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class or Classes at their Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect in the conditions set out in the sales documents.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled.

The dissolution of the last Sub-Fund will result in the liquidation of the Company.

Art. 25. Merger and Contribution. The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of the assets of the Company or a Sub-Fund, whether as absorbing or absorbed party, with those of (i) another existing Sub-Fund within the Company or another existing sub-fund within another Luxembourg or foreign UCITS, or of (ii) another Luxembourg or foreign UCITS. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 2010, in particular concerning the terms of the merger to be established by the Board of Directors and the information to be provided to the shareholders.

The Board of Directors is competent to decide on the effective date of the merger. However, in accordance with the Law, where the Company is the absorbed entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the effective date of the merger. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

Where the Company or a Sub-Fund is involved in a merger, whether as absorbing or absorbed party, shareholders will be entitled to request, without any charge other than those charged by the Company or the Fund to meet divestment costs, the redemption of their shares in the relevant Sub-Fund in accordance with the provisions of the Law of 2010.

The Company or a Sub-Fund thereof may further absorb (i) another existing sub-fund within another Luxembourg or foreign UCI, or (ii) another Luxembourg or foreign UCI in compliance with the Law of 10 August 1915.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding section, such a merger may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolutions taken by simple majority of the votes validly cast. The general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned will decide on the effective date of such a merger it has initiated within the Company, by resolution taken with no quorum requirement and adopted at a simple majority of the votes validly cast.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of April of each year and shall terminate on the thirty-first of March of the following year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any Class of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time. In so far as is permitted by Company law, distributions may be made from capital and not income. A profit is not required to declare a dividend.

For each Sub-Fund or Class of Shares, the Board of Directors may decide on the payment of interim dividends in compliance with legal requirements.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V - Final provisions

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented and validly cast at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Depositary Bank. To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary bank agreement with a banking or credit institution as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended.

The Depositary Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the Depositary Bank desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary bank within two months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. The Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 10 August 1915. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent of the Shares issued must be present or represented at the general meeting and a super-majority of two thirds of the Shareholders present or represented and

validly voting is required to adopt a resolution. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 2010 as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

- 1) The first accounting year will begin the day when the Company will be incorporated and will end on 31 March 2014.
- 2) The first annual general meeting of Shareholders will take place on July 24, 2014.

Subscription and Payment

The appearing party has subscribed and entirely paid up the following shares:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares
NBD Bank PJSC, prenamed	EUR 31,000	31
TOTAL	EUR 31,000	31

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, he will elect the Class or Classes of Shares to which the Shares subscribed to shall appertain.

Declaration

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The formation and preliminary expenses of the Company, amount to approximately EUR 3,000.-.

General Meeting of Shareholder

The above named person representing the entire subscribed capital and considering herself as validly convened, has immediately proceeded to resolve as follows:

I. The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 March 2014

Mr. David Marshall, Chairman, Emirates NBD Asset Management Limited, 8th Floor, East Wing, The Gate Building, DIFC, PO Box 506578, Dubai, UAE.

Mr. Arjuna Mahendran, Emirates NBD Bank PJSC, Post Box 777, Baniyas Road, Deira Dubai, UAE.

Mr. Martin Vogel, MDO Services S.A., Luxembourg 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Luxembourg.

II. The following is elected as auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 March 2014:

Ernst & Young, 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, Munsbach, L-5365 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

III. The address of the Company is set at 49, Avenue J.F. Kennedy, L-1835 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

Whereof, this notary deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: E. ENTRINGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40785. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128773/879.

(130156955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Wellington Management Portfolios (Luxembourg) II, Fonds Commun de Placement.

The coordinated management regulations with respect to the common fund WELLINGTON MANAGEMENT PORTFOLIOS (LUXEMBOURG) II have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion coordonné concernant le fonds commun de placement WELLINGTON MANAGEMENT PORTFOLIOS (LUXEMBOURG) II a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wellington Luxembourg II S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013137678/13.

(130167542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Crescent Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.139.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté les démissions de Aziz D. Syriani, Nadim Tabbara, Moussallem Macram et de Khalil Kachicho de leurs fonctions de gérants A de la Société et de Luxembourg Corporation Company S.A., Xavier De Cillia de leurs fonctions de gérants B de la Société, toutes avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg aux fonctions de gérant A;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, aux fonctions de gérant A;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce, aux fonctions de gérant B.

L'associé a également décidé de désigner Emile A. Habayeb, gérant A de la Société, comme gérant B à compter du 17 septembre 2013 pour une période indéterminée.

En conséquence de ces démission et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant A;
- Clare Jenner, gérant A;
- Emile Habayeb, gérant B;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Crescent Luxembourg S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131271/29.

(130159859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Carraig Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 21.018,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 107.747.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté les démissions de Luxembourg Corporation Company, SA de ses fonctions de gérant de catégorie B, T.C.G. Gestion, SA de ses fonctions de gérant de catégorie A, de CMS Management

Services SA de ses fonctions de gérant de catégorie C et de C.A.S. Services, SA de ses fonctions de gérants de catégorie D de la Société, toutes avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, aux fonctions de gérant de catégorie A de la Société;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, aux fonctions de gérant de catégorie B de la Société;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce, aux fonctions de gérant C de la Société; et
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce, aux fonctions de gérant de catégorie D de la Société.

En conséquence de ces démissions et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant de catégorie A;
- Clare Jenner, gérant de catégorie B;
- Emile Habayeb, gérant de catégorie C;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant de catégorie D.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Carraig Investments
Un Mandataire

Référence de publication: 2013131260/32.

(130159586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Carraig Beag, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 21.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 108.905.

Extrait des résolutions écrites des associés de la Société adoptées le 17 septembre 2013

Les associés de la Société ont pris acte et a accepté les démissions de Luxembourg Corporation Company, SA, TCG Gestion SA et de CMS Management Services, SA de leurs fonctions de gérants de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

Les associés de la Société ont décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, 16610 Glyfada, Grèce;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, 16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démissions et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Emile Habayeb, gérant;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Carraig Beag
Un Mandataire

Référence de publication: 2013131259/27.

(130159585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Carraig Mor, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 21.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 108.899.

Extrait des résolutions écrites des associés de la Société adoptées le 17 septembre 2013

Les associés de la Société ont pris acte et a accepté les démissions de Luxembourg Corporation Company, SA, TCG Gestion SA et de CMS Management Services, SA de leurs fonctions de gérants de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

Les associés de la Société ont décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démissions et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Emile Habayeb, gérant;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Carraig Mor

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131261/27.

(130159590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Competrol (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 40.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.016.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté les démissions de Luxembourg Corporation Company S.A., Xavier De Cillia, Aziz D. Syriani, Nadim Tabbara, Makram F. Musallam et de Khalil Kachicho de leurs fonctions de gérants de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démissions et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Emile Habayeb, gérant;
- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Competrol (Luxembourg) S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131299/26.

(130159592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Pancy Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 132.091.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démission et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Emile Habayeb, gérant;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pancy S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131592/26.

(130159591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Puginco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 180.709.

STATUTES

In the year two thousand twelve, on the eighth day of October.

Before us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg

There appeared the following:

ODD Financial Services S.A., a company with registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 41.014),

here represented by Mrs Cristine Astgen, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy dated October 7, 2013, which will remain annexed to the present deed.

Such appearing party, in the capacity in which she acts, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which she forms:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and notably by the law dated 25 August 2006 and by the present articles.

The Company exists under the name of "Puginco S.A..".

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual property assets, industrial property assets, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and may issue bonds, without a public offer, which may be convertible and may issue debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions in relation to real estate or in relation to tangible or intangible property and especially in relation with intellectual property or industrial property.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) represented by THIRTY ONE THOUSAND (31,000) shares with a par value of ONE EURO (1 EUR) each.

Shares may be evidenced at the owners option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members, who need not be shareholders.

In the case where the Company is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the composition of the Board of Directors may be limited to one member (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, its permanent representative shall be appointed or confirmed in compliance with the Law.

The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Any director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the company, shall advise the board thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have had an interest conflicting with that of the company.

If there is only one shareholder, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company.

Art. 9. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case if a managing director has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the managing director, but only within the limits of such power.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

However, the first managing director may be appointed by the general meeting of shareholders.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for its purpose.

Art. 12. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law.

The general meeting shall be convened by means of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the Shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Art. 14. The annual meeting will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the twentieth day of the month of June at 15 p.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal

reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory provisions

- 1) The first business year shall begin on the date of incorporation of the company and shall end on the 31st of December 2013.
- 2) The first annual general meeting shall be held on 2014.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, represented as stated hereabove, declares to subscribe the thirty one thousand (31,000) shares.

And that the subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of THIRTY-ONE THOUSAND EUROS (31,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand EUR.

Extraordinary general meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering herself as duly convoked, has passed the following resolutions:

- 1.- The number of directors is fixed at three and the number of auditors at one.
- 2.- The following are appointed directors:
 - Mr Alberto MORANDINI, companies' director, born in Pétange (L) on 9 February 1968, residing professionally in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
 - Mrs Valérie EMOND, fiscalist, born in Saint-Mard (Belgique) on 30 August 1973, residing professionally in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
 - Mrs Emilie BORDANEIL, companies director, born in Perpignan (F) on 30 January 1981, residing professionally in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
- 3.- Has been appointed statutory auditor:
 - ODD Financial Services S.A., with registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 41.014).

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2019.

5.- The registered office of the company is established in L-1528 Luxembourg, 1, Boulevard de la Foire.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huit octobre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

A comparu:

ODD Financial Services S.A., une société ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 1, Boulevard de la Foire (RCS Luxembourg B 41.014),

ici représentée par Madame Cristine ASTGEN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 7 octobre 2013, qui restera annexée aux présentes pour être formalisée avec les présentes.

Laquelle comparante, ès-qualités qu'elle agit a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «Puginco S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actifs de propriété intellectuelle, d'actifs de propriété industrielle, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers et spécialement de propriété intellectuelle ou industrielle.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) représenté par TRENTE ET MILLE (31.000) actions d'une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour,

en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le vingtième jour du mois de juin à 15 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions Générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionnée ci-avant, déclare souscrire les TRENTE ET UNE MILLE (31.000) actions.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ EUR

Assemblée Générale Extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Alberto MORANDINI, administrateur de sociétés, né à Pétange le 9 février 1968, demeurant professionnellement au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

- Madame Valérie EMOND, fiscaliste, née à Saint-Mard (Belgique) le 30 août 1973, demeurant professionnellement au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

- Madame Emilie BORDANEIL, administrateur de sociétés, née à Perpignan (F) le 30 janvier 1981, demeurant professionnellement au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

ODD Financial Services S.A., ayant son siège social au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 41.014).

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2019.

5. Le siège social de la société est fixé au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. ASTGEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 09 octobre 2013. Relation: RED/2013/1665. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 octobre 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013142347/373.

(130173798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Tabula Rasa S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 11.800,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 153.669.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démission et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Emile Habayeb, gérant;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Tabula Rasa S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131719/26.

(130159593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Wellington Management Portfolios (Luxembourg), Fonds Commun de Placement.

The coordinated management regulations with respect to the common fund WELLINGTON MANAGEMENT PORTFOLIOS (LUXEMBOURG) have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

124550

Le règlement de gestion coordonné concernant le fonds commun de placement WELLINGTON MANAGEMENT PORTFOLIOS (LUXEMBOURG) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wellington Luxembourg S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013137679/13.

(130167595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Stabilitas Growth, Fonds Commun de Placement.

Anteilkasse P : WKN A0LF6K ; ISIN LU0280294629

Anteilkasse I : WKN A0J4HS ; ISIN LU0261105992

RECTIFICATIF

Dans l'en-tête de la publication des statuts, à la page 121167 du Mémorial C n° 2525 du 11 octobre 2013, il y a lieu de corriger comme suit la première ligne et supprimer les deux lignes d'après :

- au lieu de:

«IPConcept (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,

Siège social : L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.183.»,

- lire: «STABILITAS GROWTH, Fonds commun de placement.»

La même correction pour la première ligne doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 121153.

Référence de publication: 2013144565/755/15.

88 St. James Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 12.200,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 153.664.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 septembre 2013

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 17 septembre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, à compter du 17 septembre 2013 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société:

- Gregor Dalrymple, domicilié au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Clare Jenner, domiciliée au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Emile Habayeb, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, domicilié au 111, Poseidonos Avenue, GR-16610 Glyfada, Grèce.

En conséquence de ces démission et nominations, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant de la manière suivante:

- Gregor Dalrymple, gérant;
- Clare Jenner, gérante;
- Emile Habayeb, gérant;
- Tawfiq Afif Hasan Awwad, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

88 St. James Street S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013131774/26.

(130159589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Alpha Strategies, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 150.667.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire par les actionnaires de la Société en date du 27 septembre 2013

Les actionnaires de la Société:

- approuvent le rapport du liquidateur de la Société;
- approuvent le rapport du réviseur d'entreprise de la Société;
- donnent décharge au liquidateur et au réviseur d'entreprise de la Société;
- prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 27 septembre 2013;
- décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 20, rue de la Poste, L-2012 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Alpha Stratégies, en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2013141055/22.

(130172317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

DWS Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 25.754.

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil und Besonderer Teil - Bethmann Absolute Flex International wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendemeyer

Director / Vice President

Référence de publication: 2013138881/13.

(130169325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Alnitak S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 117.017.

Le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, certifie, conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et sur base des résolutions du conseil de gérance de la société ALNITAK S.à r.l.,

que le projet commun de fusion entre la société ALNITAK S.à r.l., une société à responsabilité limitée, (la «Société Absorbante»), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.017, ayant un capital social de quatre millions quatre cent cinquante-deux mille cinq cents Euros (EUR 4.452.500,-) représenté par cent quinze mille sept cent soixante-cinq (115.765) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune et soixante-deux mille trois cent trente-cinq (62.335) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune;

et la société SUHAIL S.à r.l., une société à responsabilité limitée, (la « Société Absorbée 1»), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.013, ayant un capital social d'un million cinq cent soixante-deux mille cinq cents Euros (EUR 1.562.500,-) représenté par soixante-deux mille cinq cents (62.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune;

ainsi qu'entre la société MENKENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée, (la «Société Absorbée 2») constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-

Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.012, ayant un capital social de deux millions neuf cent trente-sept mille cinq cents Euros (EUR 2.937.500,-) représenté par cent dix-sept mille cinq cents (117.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

a été régulièrement publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 juin 2013, numéro 1363 (le «Projet de Fusion»).

Que le point 8) du Projet de Fusion prévoit que la fusion de la Société Absorbée A dans la Société Absorbante et la fusion de la Société Absorbée B dans la Société Absorbante deviendront effective et définitive le 11 juillet 2013, soit un mois et un jour après la publication du Projet de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»).

Qu'aucun associé de la Société Absorbante n'a dans le délai d'un mois à partir de la publication du Projet de Fusion au Mémorial, demandé la convocation d'une assemblée générale.

Que toutes les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies.

Que la Société Absorbée A et la Société Absorbée B peuvent dès lors être rayées du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Henri HELLINCKX..

Référence de publication: 2013141072/39.

(130171994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Vrucht Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.516.

L'an deux mille treize, le quatre octobre,

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément empêchée,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «VRUCHT HOLDING S.A.» (la «Société»), ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.516, constituée suivant acte notarié en date du 2 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 548 du 24 mars 2011.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 4 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 548 du 24 mars 2011.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Maxime TOQUE, Junior Corporate Officer, avec adresse professionnelle à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, qui assume également la fonction de scrutateur,

qui désigne comme secrétaire Madame Marina MULLER, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la Société à concurrence de trente-deux millions six cent dix-huit mille deux cent deux euros et huit cents (EUR 32.618.202,08) pour le ramener de son montant actuel de cent soixante et un millions d'euros (EUR 161.000.000) à cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 128.381.797,92) sans annulation d'action subséquente, par absorption des pertes figurant au passif du bilan de la Société, après affectation, par l'assemblée générale du 17 juin 2013 du profit de l'exercice social clos le 31 décembre 2012, dont les comptes ont été dûment approuvés.

2. Réduction du capital social de la Société à concurrence de cent vingt-sept millions quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 127.486.797,92) pour le ramener du montant résultant de l'opération décrite au point 1. ci-dessus, soit cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 128.381.797,92) à huit cent quatre-vingt-quinze mille euros (EUR 895.000,-) sans annulation d'actions subséquente et par remboursement à due concurrence à l'actionnaire unique de la Société.

3. Fixation du nombre d'actions représentant le capital social de la Société à mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à huit cent quatre-vingt-quinze mille euros (EUR 895.000,-) représenté par mille (1.000) actions ordinaires sans désignation de valeur nominale.»

5. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de trente-deux millions six cent dix-huit mille deux cent deux euros et huit cents (EUR 32.618.202,08) pour le ramener de son montant actuel de cent soixante et un millions d'euros (EUR 161.000.000) à cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 128.381.797,92) sans annulation d'action subséquente, par absorption de pertes à due concurrence.

La réalité des pertes a été démontrée au notaire soussigné par un bilan au 31 décembre 2012 et une attestation du Conseil d'Administration du 20 mai 2013.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de cent vingt-sept millions quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 127.486.797,92) pour le ramener du montant résultant de l'opération décrite au point 1. ci-dessus, soit cent vingt-huit millions trois cent quatre-vingt-un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 128.381.797,92) à huit cent quatre-vingt-quinze mille euros (EUR 895.000,-) sans annulation d'actions subséquente et par remboursement à due concurrence à l'actionnaire unique de la Société.

La présente réduction de capital est régie par l'article 69 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de fixer le nombre d'actions représentant le capital social de la Société à mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5.1 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Social.**

«5.1 Le capital social souscrit est fixé à huit cent quatre-vingt-quinze mille euros (EUR 895.000,-) représenté par mille (1.000) actions ordinaires sans désignation de valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. TOQUE, M. MULLER et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 octobre 2013. LAC/2013 /45389. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143901/89.

(130175349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Linard Volatility Fund UI, Fonds Commun de Placement.

Die Verwaltungsgesellschaft des Fonds "Linard Volatility Fund UI" (FCP) hat beschlossen, den Fonds gemäß Artikel 16 des Verwaltungsreglements mit Wirkung zum 20. August 2013 zu liquidieren.

Die Ausgabe von Anteilen des Fonds Linard Volatility Fund UI wird gemäß Art. 22 Abs. 3 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 mit Wirkung zum 20. August 2013 eingestellt. Rücknahmen von Anteilen werden mit sofortiger Wirkung (20. August 2013) eingestellt. Als Tag der letzten Preisberechnung (Bewertung) wurde der 19. August 2013 bestimmt.

Die Depotbank wird den Liquidationserlös unter den Anteilinhabern des Fonds nach deren Anspruch verteilen.
Oktober 2013. Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013145210/755/11.

Promotion Parc Belair S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 17, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 180.737.

STATUTS

L'an deux mille treize, le quatre octobre.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. La société à responsabilité limitée «HAUSIMMO SARL», établie et ayant son siège social à L-2537 Luxembourg, 17, rue Sigismond, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 105.812, dûment représentée par son gérant Monsieur Marino PIERRI, indépendant, né à Gioia Del Colle (Italie), le 14 août 1973, demeurant à L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

2. La société anonyme «ALBATROSS Capital S.A.», établie et ayant son siège social au 33, rue de Gasperich à L-5826 Hesperange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 109.273, représentée par Monsieur Emmanuel SERGEANT, né le 21 juillet 1971 à Thionville suivant procuration donnée sous seing privée.

Ladite procuration, signée et revêtue par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesquelles comparantes, telles que représentées, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme (la «Société») qu'elles déclarent constituer comme suit:

Titre I^{er} - Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination PROMOTION PARC BELAIR S.A..

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") ou l'Administrateur Unique est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la conception, la réalisation, l'achat, la vente, la mise en valeur et la location d'immeubles ainsi que la promotion de projets immobiliers.

La société pourra dans le cadre de son activité notamment consentir des hypothèques et autres privilèges ou se porter caution réelle d'engagement, y compris en faveur de tiers.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euro (31.000 €), divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euro (100 €) chacune.

Art. 6. Nature des actions. Les actions sont nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

Art. 7. Modification du capital. Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III - Administrateurs, Conseil d'administration, Commissaire aux comptes

Art. 8. Conseil d'Administration. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société peut être administrée par un Conseil d'Administration consistant, soit en un Administrateur (L'Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire, soit par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 9. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

Art. 10. Pouvoirs généraux du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 12. Représentation de la Société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe d'un administrateur et de l'administrateur-délégué, ou de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Commissaire aux comptes. La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique.

Titre V - Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire, actionnaire ou non de la société, et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 15. Lieu et Date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations le dernier mardi du mois de mai, à 16.00 heures.

Art. 16. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 18. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et fini le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Art. 19. Répartition des bénéfices. Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII - Dissolution. Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII - Loi applicable

Art. 21. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les trois cent dix (310) actions et les libérer intégralement par des versements en numéraire comme suit:

Actionnaire	Nombre d'actions
HAUSIMMO SARL	155 actions
ALBATROSS CAPITAL S.A	155 actions
TOTAL	310 actions

Ainsi la somme de trente et un mille Euro (31.000 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à 1.100 Euros.

Disposition transitoire

La première année sociale commence au jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2013.

Autorisation de commerce - Activités réglementées

Le notaire soussigné a informé les comparants qu'avant l'exercice de toute activité commerciale ou bien dans l'éventualité où la société serait soumise à une loi particulière en rapport avec son activité, la société doit être au préalable en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme, ce qui est expressément reconnu par les comparants; et/ou s'acquitter de toutes autres formalités aux fins de rendre possible l'activité de la société partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Pouvoirs

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée à L-2537 Luxembourg, 17, rue Sigismond.
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant après l'assemblée générale annuelle statutaire de 2018:
 1. Monsieur Marino PIERRI, indépendant, né à Gioia Del Colle (Italie), le 14 août 1973, demeurant à L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.
 2. Monsieur Emmanuel SERGEANT, né le 21 juillet 1971 à Thionville, demeurant à F-57100 Thionville, 12 rue des Vosges.
 3. Monsieur Antoine DAVID, né le 16 août 1963 à La Guerche de Bretagne, demeurant à 33, rue de Gasperich L-5826 Hesperange.

Monsieur Marino PIERRI, préqualifié, est nommé administrateur-délégué à la gestion journalière de la Société et est nommé président du conseil d'administration de la Société, son mandat expirant après l'assemblée générale annuelle statutaire de 2018.

3. Est nommée comme commissaire aux comptes pour une période de un an: FLUX-Audit, Luxembourgeoise d'audit et de révision, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri; R.C.S. Luxembourg B 178.997.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, les comparants prémentionnés, connus par le notaire par leurs noms, prénoms, état civil et résidence, ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Pierri, Sergeant, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 07 octobre 2013. Relation: RED/2013/1648. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 octobre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013143735/227.

(130174640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Ferris Accounting & Management Consultancy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 148.685.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 733 du 20 mars 2012, page 35138, d'un extrait de l'Assemblée Générale du 3 février 2012:

Au 2^e paragraphe:

au lieu de: «Monsieur Menue Gillet.....»,

lire: «Monsieur Etienne Gillet....».

Référence de publication: 2013144566/12.

UBS Global Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.728.

Notice of liquidation of UBS GLOBAL SOLUTIONS - ACTIVE ALLOCATION PORTFOLIO DEFENSIVE

An extraordinary general meeting of the shareholders of UBS GLOBAL SOLUTIONS - ACTIVE ALLOCATION PORTFOLIO DEFENSIVE, a sub-fund of UBS Global Solutions, a Luxembourg investment company with variable capital subject to part II of the Luxembourg act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, held on 11 October 2013, has decided (i) to dissolve the sub-fund as of 25 October 2013 and (ii) to set the date of the compulsory redemption of all remaining shares in the sub-fund as at 31 October 2013.

The board of directors of UBS Global Solutions.

Référence de publication: 2013145212/755/13.

GreenE S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 153.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125858/9.

(130153304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

GA International Fashion SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 147.653.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013125859/10.

(130152941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Celestica European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.784.880,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 99.168.

EXTRAIT

En date du 3 septembre 2013, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Wim Rits de son poste de gérant B de la société est acceptée avec effet au 1^{er} août 2013;

- Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant B de la société avec effet au 1^{er} août 2013 et ce pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Référence de publication: 2013126416/15.

(130154198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

CS Strategic Associates V, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126428/9.

(130154048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Duparfi S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 58.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126452/9.

(130153838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Duparfi S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 58.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126451/9.

(130153830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Duraro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 113.350.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126453/9.

(130153834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Bramalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 160.420.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126369/9.

(130153659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

LX Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 156.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127198/9.

(130154801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Prestimex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4744 Pétange, 2-4, rue Jean-Pierre Kirchen.

R.C.S. Luxembourg B 89.259.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125487/9.

(130152605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Rhodes Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 136.173.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125491/9.

(130152373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Rhodes Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 136.173.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125492/9.

(130152374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.
